

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 31 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU

54 avenue de l'Atlantique
53000 Laval

Références : 2026-170_INSP_RAP_HB_PIGEON GRANULATS L-A-Grande Lande – La Flèche
Code AIOT : 0006309501

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU implanté Les Grandes Landes 72200 La Flèche. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU
- Les Grandes Landes 72200 La Flèche
- Code AIOT : 0006309501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La visite concerne une carrière de sables et de graviers située au lieu-dit « Les Grandes Landes » sur le territoire de la commune de La Flèche autorisée par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT2017-0601 du 1^{er} décembre 2017 pour une durée de 15 ans au bénéfice de la S.A.S. SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE SEICHES. Il n'y a pas d'installation de traitement de matériaux autorisée sur le site de cette carrière. L'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2021-0238 du 28 octobre 2021 transfère l'autorisation environnementale au profit de la société SAS PIGEON GRANULATS Loire-Anjou. Le traitement des matériaux est réalisé sur la carrière mitoyenne du site de « la Louverie ». La SAS PIGEON GRANULATS Loire-Anjou a demandé une prorogation de 2 ans du délai de la mise en service de la carrière, actée par la préfecture de la Sarthe le 19 décembre 2022. L'exploitation de la carrière voisine de sables et de graviers située au lieu-dit « la Louverie » sur le territoire de la Flèche

est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00.5343 du 19 décembre 2000 au profit de la société des Carrières du Maine et de la Loire pour une durée de 25 ans. Des transferts de l'exploitation de cette carrière ont eu lieu (arrêté préfectoral complémentaire n° 07-6381 du 21 décembre 2007 au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST, arrêté préfectoral complémentaire n° 2014350-0004 du 19 janvier 2015 au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE) avec en dernier lieu le transfert de l'exploitation au profit de la société Pigeon Granulats Loire-Anjou par l'arrêté préfectoral DCPAAT n°2022-0280 du 12 octobre 2022.

L'extraction au lieu-dit de "la Louverie" a été stoppée et le carreau restant non exploité contient l'installation de traitement qui est alimentée des matériaux en provenance de la carrière située au lieu-dit "des Grandes Landes" mitoyenne dont l'extraction a débuté. L'autorisation de la carrière de la Louverie a été prolongée de 2 ans par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2025-0351 du 17 décembre 2025 afin de finaliser le dossier de renouvellement et extension ainsi que le regroupement des deux sites.

L'inspection des installations classées a relevé certaines non-conformités lors d'une précédente inspection sur le site au mois de mai 2025 et cette visite a pour objet la gestion des suites de cette précédente visite.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Forage	AP Complémentaire du 25/07/2006, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.2.5.2.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 2.4.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Prévention des pollutions – dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.2.5.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Bruits – dispositions à respecter	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Gestion et suivi des milieux sensibles	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 2.4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite sur le site a permis de lever certaines non-conformités identifiées l'année passée par l'inspection des installations classées.

Les différentes installations d'origine étaient vétustes et parfois leur fonctionnement méconnu de l'exploitant actuel, ce qui avait pour incidence des risques de pollution de l'environnement. A ce jour, des travaux de réparation et de rénovation sont initiés et permettent de confirmer la démarche de l'exploitant pour maîtriser les risques précités.

Ces évolutions devront être décrites dans le futur dossier de renouvellement-extension-regroupement des deux sites de PIGEON GRANULAT Loire Anjou à la Flèche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 2.4.4
Thème(s) : Situation administrative, Épaisseur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 16/05/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : L'épaisseur moyenne d'extraction est de 3,7 mètres et l'épaisseur maximale d'extraction de 8 mètres (hors découverte) soit un niveau inférieur maximal d'extraction de 30 m NGF. L'extraction sera limitée en profondeur à la cote minimale de + 30 mètres NGF.
Constats : Suite la précédente inspection de 2025, l'exploitant s'était engagé à transmettre le relevé bathymétrique à réception (réalisation prévue en janvier 2026). Le plan topographique avec le relevé bathymétrique réalisé a été transmis fin février par l'exploitant. Les niveaux les plus bas s'approchent de 34,5 mNGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrières à ciel ouvert
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Registres et plans de carrières à ciel ouvert</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
Constats : <p>Le plan réalisé pour l'année 2025 par drone le 2 octobre 2025 présente toujours les périmètres autorisés indiqués comme « nouvelle » extraction pour les « grandes landes » et « ancienne » extraction pour la « Louverie ». Les piézomètres ont été différenciés : le piézomètre 1 dans l'angle sud des « Grandes Landes », le piézomètre 2 sur le bord sud de « la Louverie ».</p> <p>Persiste le piézomètre A pour lequel il n'y a pas de relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions – dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions – dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
Constats :

Lors de la visite de 2026, les vestiges de matériels de l'exploitant précédemment identifiés sur les extrémités du périmètre ne sont plus présents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

18.1. Prévention des pollutions accidentelles :

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

Par un courrier du 8 janvier 2026, l'exploitant a répondu qu'un investissement pour l'aménagement d'un atelier avec zone de rétention et séparateur à hydrocarbures était prévu dans le regroupement des 2 sites des grandes Landes et de la « Louverie ». Ces équipements doivent se substituer à celui existant trop vétuste et en attendant des rétentions spécifiques devaient être mises en place.

Un entretien du séparateur d'hydrocarbures a été fait le 23 mai 2025 après le passage de l'inspection et les bordereaux de suivi de déchets ont été fournis.

Lors de notre visite en 2026 les travaux étaient initiés avec une dalle de béton qui venait d'être coulée pour l'installation de l'atelier. Les bacs de rétention neufs avaient été achetés mais n'étaient pas encore installés.

Un système de préau a été mis au-dessus des produits toujours stockés sur la grille d'évacuation des eaux de ruissellement de la plateforme historique.

L'exploitant a indiqué être en attente de livraison d'un déshuileur et d'une nouvelle cuve à fioul qui ont été commandés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection de la remise en conformité finale de cette zone de ravitaillement et d'entretien et en détaillera le nouveau fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.2.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Un suivi régulier des niveaux piézométriques est réalisé pour les secteurs en exploitation mais également dans les secteurs remblayés. Il doit permettre de mesurer l'éventuelle incidence de l'excavation sur la nappe. Une mesure du niveau piézométrique est effectuée sur chacun des ouvrages au moins une fois par semestre, dont une mesure en période de basses eaux (fin de l'été) et une autre en période de hautes eaux (fin de l'hiver). L'exploitant effectue également, tous les ans, en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans le plan d'eau. Un suivi qualitatif des eaux de la nappe superficielle est également réalisé. Il doit permettre notamment de détecter une éventuelle pollution liée aux matériaux utilisés pour le remblayage et/ou à un rejet accidentel d'hydrocarbures sur le site. L'exploitant réalise une analyse initiale de la nappe superficielle dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté. Cette analyse porte sur les paramètres suivant : pH, DCO, indice hydrocarbures, ammonium, phosphates, chlorures, COT, fluorures, sulfates, HAP, PCB et BTEX. L'exploitant réalise ensuite une analyse tous les ans portant les mêmes paramètres. Les résultats de ces contrôles, les conclusions sur l'incidence de l'exploitation de la carrière sur la ressource en eau et le plan éventuel d'actions correctives apportés par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Lors de notre visite, le bilan environnemental 2025 de la carrière des grandes Landes à la flèche nous a été transmis. Ce bilan présente le suivi des eaux superficielles avec une analyse des paramètres PH, température, conductivité, MES, DCO, hydrocarbures totaux. Ces résultats n'appellent pas de remarques en dehors de la concentration des matières en suspension qui est de 53 mg par litre pour les 35 mg par litre autorisé. Ce prélèvement est indiqué comme réalisé en instantané et la concentration ne dépasse pas le double du seuil autorisé. Ce résultat d'analyses et ce prélèvement ne sont pas datés ni circonstanciés (juste localisé).</p> <p>Le bilan environnemental présente également le suivi des niveaux des eaux souterraines avec les relevés des 4 piézomètres autour des sites des grandes Landes et de la Louverie. L'analyse de l'évolution des relevés des 4 piézomètres sur 3 années n'appelle pas de remarque de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bruits – dispositions à respecter

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits – dispositions à respecter
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2025

<ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : 22.1. Bruits : En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des différentes installations sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture du site pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées."
Constats : <p>Le bilan environnemental 2025 transmis lors de l'inspection présente une synthèse du mesurage du bruit émis dans l'environnement réaliser le 07 octobre 2025 (le précédent qui avait lieu 3 ans avant en 2022). Les niveaux sonores en limite de propriété sont conformes ainsi que les émergences dans les ZER.</p> <p>Ce bilan présente les résultats obtenus mais ne qualifie pas la méthodologie employée - de contrôle ou experte - pour les obtenir (précision demandée lors de la précédente inspection).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le rapport intégral de mesurage de bruit à l'inspection des installations classées précisant les matériels et méthodes employées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Forage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2006, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Forage prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Il est ajouté à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2000, les prescriptions suivantes : L'exploitant est autorisé à prélever les eaux souterraines au droit de la parcelle AZ 72 avec un débit maximal de 20 m ³ /h pour le lavage des matériaux extraits sur le site ; Le forage est implanté a une distance minimale de 35 mètres des stockages d'hydrocarbures ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ; La protection verticale du réservoir aquifère est assurée par une cimentation étanche de l'espace annulaire de 0 à 7 mètres ; Le tubage devra s'élever d'au moins 0,50 mètres au-dessus de la surface du sol et ne pas présenter d'ouverture latérale sur cette hauteur. Une margelle étanche de 3 m ^ø au minimum devra être mise en place lors de l'équipement de l'ouvrage ; Lorsque le forage n'est pas équipé de son groupe de pompage, il doit être fermé par un clapet cadennassé. L'ouvrage est équipé d'un compteur permettant de relever les consommations d'eau annuelles
Constats : Le tubage et la margelle autour du forage ont été refaits suite à la précédente visite (cf photos).

Pour compléter l'étanchéification et la protection du forage, les tuyaux rouges coulés dans la margelle et le tuyau sortant de la buse de protection doivent être colmatés. Le couvercle vétuste et rouillé, qui n'est plus attaché, doit être remplacé et refixé avec un cadenas ou tout autre système sécurisant l'ouverture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser sa mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.2.5.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Un suivi régulier des niveaux piézométriques est réalisé pour les secteurs en exploitation mais également dans les secteurs remblayés. Il doit permettre de mesurer l'éventuelle incidence de l'excavation sur la nappe.

Une mesure du niveau piézométrique est effectuée sur chacun des ouvrages au moins une fois par semestre, dont une mesure en période de basses eaux (fin de l'été) et une autre en période de hautes eaux (fin de l'hiver).

L'exploitant effectue également, tous les ans, en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans le plan d'eau.

Un suivi qualitatif des eaux de la nappe superficielle est également réalisé. Il doit permettre notamment de détecter une éventuelle pollution liée aux matériaux utilisés pour le remblayage et/ou à un rejet accidentel d'hydrocarbures sur le site.

L'exploitant réalise une analyse initiale de la nappe superficielle dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté. Cette analyse porte sur les paramètres suivant : pH, DCO, indice hydrocarbures, ammonium, phosphates, chlorures, COT, fluorures, sulfates, HAP, PCB et BTEX.

L'exploitant réalise ensuite une analyse tous les ans portant les mêmes paramètres.

Les résultats de ces contrôles, les conclusions sur l'incidence de l'exploitation de la carrière sur la ressource en eau et le plan éventuel d'actions correctives apportés par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de détection par l'exploitant d'anomalies, il avertit immédiatement l'inspection des installations classées.

Au vu des résultats et/ou des modifications apportées dans l'exploitation de la carrière, l'exploitant pourra présenter une demande argumentée d'adaptation de la fréquence des mesures.

Constats :

Le bilan environnemental 2025 présente les résultats des analyses de la qualité des eaux souterraines sur les 4 piézomètres. Le prélèvement et l'analyse ne sont pas datés.

Contrairement aux mesures de niveau de la nappe il n'y a pas de graphique montrant l'évolution de ces résultats pour les différents paramètres dans le temps (en comparaison avec les résultats de l'analyse initiale). Certaines valeurs posent question sur le piézomètre 3 et le piézomètre 4 (conductivité, chlorure et sulfates) puisqu'elles présentent des teneurs double par rapport aux piézomètres 1 et 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les conclusions sur l'incidence de l'exploitation de la carrière sur la ressource en eau manquent

également dans ce bilan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Gestion et suivi des milieux sensibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 2.4.6
Thème(s) : Autre, Mesures ERC- suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise les mesures d'évitement, de réduction et de compensation sur la carrière conformément à sa demande d'autorisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la protection des amphibiens fréquentant les mares du site lors de leur assèchement (choix d'une période adaptée, capture des individus) ; - la préservation des milieux occupés par les espèces protégées (aire boisée au nord du projet, cour de la petite bouverie) ; - la sensibilisation du personnel affecté à l'exploitation du site à la biodiversité présente sur le site ; - le suivi écologique des populations d'amphibiens (3 passages réalisés 5 fois sur toute la durée d'autorisation entre février et mai) ; - l'accompagnement des mesures par un écologue afin d'assurer la bonne mise en œuvre des mesures ; - la reconstitution après exploitation de surfaces de boisements 11,9 ha (9,7 ha sur la partie est et 2,2 ha sur la partie ouest) dominées par des essences de feuillus (chênes pédonculés, sessile, tauzin) afin d'éviter l'enrésinement (développement des résineux au détriment des feuillus) ; - la création de prairies humides de fond de thalweg de 4 ha susceptibles d'accueillir une flore inféodée aux milieux humides ; - la végétalisation des flancs de vallée de manière diversifiée sur 17,4 ha ; - la création de 4 mares avec des zones tampons de 5 mètres de large aux abords pour éviter l'ombrage des arbres et la chute des feuilles et ainsi permettre de l'ensoleillement pour que la végétation aquatique et semi-aquatique puisse bien s'exprimer ; - les travaux de reboisement réalisés de manière coordonnée à l'exploitation. - Les rapports de suivi sont transmis à la direction départementale des territoires, ils sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. <p>Constats :</p> <p>Le bilan environnemental 2025 présente le suivi des mesures compensatoires sur le volet écologique des populations d'amphibiens réalisées par le CPIE vallées de la Sarthe et du Loir.</p> <p>Ce suivi dresse un bilan de 2 mares de compensation créées sur les 4 prévues par l'arrêté préfectoral. La description des lieux ne spécifie pas les 5 mètres aux abords mais indique que la végétation aquatique est peu présente.</p> <p>La mare n°1 présente seulement 2 espèces d'amphibiens, la mare n°2 en présente 5.</p> <p>La mare C (d'origine et non de compensation) présente 7 espèces.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°4 : Prévention des pollutions accidentelles



20260310_114348



20260310_114611

N°7 : Forage



20260310_113842



20260310_113744